

Rixheim, le vendredi 14 décembre 2018

Monsieur

Objet : Votre courrier appelant à l'application de l'article 68 de la Constitution

Monsieur,

Je comprends tout à fait votre courroux face aux différentes actions du Président de la République, et notamment face à la paupérisation et la précarisation de la société française, contre laquelle il est important d'agir.

Si je ne partage pas entièrement de nombreux points que vous évoquez dans votre courrier, je partage néanmoins votre constat sur le fait que les hausses des taxes et contributions proposées par Emmanuel Macron grèvent le pouvoir d'achat des Français et rendent impossible pour nos classes moyennes et nos retraités de vivre convenablement.

Je tiens par ailleurs à vous rappeler que j'ai voté contre la hausse de la CSG l'année dernière, comme cette année la hausse de la TICPE, la taxe sur les produits pétroliers, qui sont pour moi des aberrations.

Cependant, cette solution de l'application de l'article 68 de la Constitution visant à destituer le Président ne pourra pas voir le jour. En effet, pour ne serait-ce qu'entamer la procédure, il est nécessaire d'avoir une majorité des deux tiers au sein de l'Assemblée Nationale ou du Sénat, ce qui est impossible, tant la majorité En Marche suit les positions du Président de la République.

Si je peux comprendre que nombre de nos concitoyens puisse considérer cela comme une solution, je me refuse pour ma part de virer dans la démagogie et de défendre une telle idée qui ne pourra jamais être concrétisée.

Pour autant, il est primordial aujourd'hui que nous trouvions une solution afin d'éviter le désastre sociétal qui s'annonce. C'est pourquoi j'ai voulu mettre en place, dans l'agglomération mulhousienne, une concertation, ouverte à tous. Parce qu'il me semble vital, pour notre pays et notre République, que nous puissions tous nous mettre autour d'une table et réfléchir à ce dont notre pays a besoin pour retrouver notre harmonie sociale, fiscale, sociétale et environnementale.

Il est nécessaire aujourd'hui de remettre à plat notre système fiscal pour qu'il soit enfin plus juste et permette d'atteindre les objectifs écologiques tout en respectant la capacité des Français de contribuer en fonction de leurs moyens au budget de la France, sans affaiblir voire tuer leur pouvoir d'achat.

Si je peux imaginer que cette réponse ne vous conviendra qu'à moitié, je peux vous assurer de mon soutien vis-à-vis de la situation d'une majorité des Français qui vit avec moins de 1700€ par mois et que je défends au travers de mon engagement au quotidien et en travaillant plus de 70 heures par semaine, à l'Assemblée Nationale ou en circonscription.

Je sais néanmoins pouvoir compter sur votre compréhension du fait que je préfère tenir un discours de vérité en proposant des solutions nouvelles qui sont envisageables plutôt que de prendre des positions démagogiques qui ne verront jamais le jour et qui ne feront qu'enliser cette situation de conflit que nous vivons actuellement.

Si l'engagement des gilets jaunes est bien compréhensible et si je le comprends parfaitement, il est nécessaire de trouver une voie de sortie qui nous tire vers le haut, et c'est ce que j'espère trouver, en mettant en place ces comités qui nous permettront de travailler pour des solutions concrètes, et en ouvrant un vrai débat pour remonter nos idées du terrain au gouvernement.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de me contacter et tiens une nouvelle fois à vous assurer de mon soutien et de ma détermination à trouver une solution aux différents problèmes que nos compatriotes rencontrent, mais une solution qui soit réalisable et qui nous permette vraiment de sortir la tête de l'eau, car la problématique est bien plus que nationale, elle est bien globale.

Je reste à votre disposition et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Très cordialement,



Olivier BECHT
Député du Haut-Rhin